

CONF/AG(2025)REC2

Recommendation on the shrinking Civic Space and actual political developments

(Adopted by the General Assembly on 9 April 2025)

This is a crucial moment for the Council of Europe to lead in protecting Civic Space and the Civil Society in Europe.

1. Civil Society, Democracy, Human Rights and Rule of Law experience an unprecedented challenge today. Eighty years after the end of the WWII, thirty five years after the fall of the Iron Curtain, the rights based order is in question and only 20% of the world's population live in democracies. Many of these democracies are in Europe, but even established ones are showing signs of decline. Many states within the Council of Europe barely warrant being called 'democratic'.

2. We have documented and denounced the democratic backsliding for many years now and asked the Council of Europe to act and take effective measures to counteract regression in commitment to democracy. Unfortunately, the situation has worsened over time, especially for women and all vulnerable persons. We see more direct hostility of governments against Civil Society. A wide range of Non-Governmental Organisations are increasingly described as enemies of the government in more and more

Recommandation sur les menaces sur l'espace civique et les développements politiques actuels

(Adoptée par l'Assemblée générale le 9 avril 2025)

C'est un moment crucial pour le Conseil de l'Europe de jouer un rôle moteur dans la protection de l'espace civique et de la société civile en Europe.

1. La société civile, la démocratie, les droits humains et l'État de droit sont aujourd'hui confrontés à un défi sans précédent. Quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, trente-cinq ans après la chute du rideau de fer, l'ordre fondé sur les droits est remis en question et seuls 20 % de la population mondiale vivent dans des démocraties. Nombre de ces démocraties se trouvent en Europe, mais même celles qui sont établies montrent des signes de déclin. De nombreux États membres du Conseil de l'Europe méritent à peine le qualificatif de "démocratiques".

2. Nous avons documenté et dénoncé le recul démocratique depuis de nombreuses années et demandé au Conseil de l'Europe d'agir et de prendre des mesures efficaces pour contrer la régression de l'engagement en faveur de la démocratie. Malheureusement, la situation s'est aggravée au fil du temps, spécialement pour les femmes et les personnes vulnérables. Nous constatons une hostilité plus directe des gouvernements à l'égard de la société civile. Un

European states. We see more civil society actors being decried as enemies of the State, traitors and propagandists of “non-traditional” values even when they are acting in accordance with the values and standards of the Council of Europe and European Union. 3. The influence of diverse forms of social media, which are controlled overwhelmingly by companies in the USA and China, the massive anti-democratic propaganda organised by Russia and the support of fake news and organised campaigns of misinformation by European parties and even governments has weakened our democratic societies and made them ever more vulnerable for populist messages promising easy solutions for complex problems and supporting nationalistic, anti-liberal and anti-democratic narratives. 4. The degree of misgovernment, corruption and suppression of democratic rights and liberal values in many European countries has led to mass, largely peaceful protests, which often are met with brutal violence, mass surveillance and increased pressure on all supporters of liberal democracy. Most recently, such protests have been seen on the streets of Belgrade, Istanbul, and Tbilisi. Legislation against “foreign agents”, campaigns against donors supporting civil society organisations, laws against the LGBTQI-community and other parts of society which are seen as “un-traditional” and “unwanted”, like recently in Hungary, create an ever more harassing atmosphere that imperils the people’s guaranteed rights and freedoms. We also see how the independent judiciary is undermined in many states by the executive branch, thus depriving civil society actors from judicial protection and effective remedies. 5. In this situation, the massive reduction of aid and support - until recently provided through US state funded agencies like US-AID as much as through private foundations - is another	grand nombre d'organisations non gouvernementales sont de plus en plus souvent qualifiées d'ennemies du gouvernement dans un nombre croissant d'États européens. On voit davantage d'acteurs de la société civile traités d'ennemis de l'État, de traîtres et de propagandistes de valeurs "non traditionnelles", même lorsqu'ils agissent en conformité avec les valeurs et normes du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. 3. L'influence des diverses formes de médias sociaux, qui sont contrôlés en grande majorité par des entreprises américaines et chinoises, la propagande antidémocratique massive organisée par la Russie et le soutien des "fake news" et des campagnes de désinformation organisées par des partis européens et même des gouvernements ont affaibli nos sociétés démocratiques et les ont rendues encore plus vulnérables aux messages populistes promettant des solutions faciles à des problèmes complexes et soutenant des récits nationalistes, antilibéraux et antidémocratiques. 4. L'ampleur de la mauvaise gouvernance, de la corruption et des atteintes aux droits démocratiques et aux valeurs libérales dans de nombreux pays européens a donné lieu à des manifestations de masse, en grande partie pacifiques, qui sont souvent accueillies par une violence brutale, une surveillance de masse et une pression accrue sur tous les partisans de la démocratie libérale. Récemment, de telles manifestations ont eu lieu dans les rues de Belgrade, d'Istanbul et de Tbilissi. La législation contre les "agents étrangers", les campagnes contre les donateurs soutenant les organisations de la société civile, les lois contre la communauté LGBTQI et d'autres parties de la société considérées comme "non traditionnelles" et "indésirables", comme récemment en Hongrie, créent un contexte toujours plus harcelant préjudiciable aux droits et libertés garantis aux individus. On constate également que le pouvoir exécutif sape l'indépendance du pouvoir judiciaire dans de nombreux États, privant ainsi les acteurs de la société civile d'une protection judiciaire et de voies de recours efficaces.
---	---

massive blow to many NGOs especially in areas where financing of civil society activities has become hazardous and arduous. 6. In this context, we support the Secretary General's initiative to strengthen democratic governance through the "New Democratic Pact" as well as to hold a new Summit of Heads of States in 2027. We strongly believe that the Democratic Pact and the road leading to the next summit, should be about people's participation, particularly for people who are most marginalized within democratic processes, such as young people, people with disabilities and people in poverty. A rights-based order, effective democracy, human rights and the rule of law cannot exist without a strong and well-functioning civil society. 7. The mission of the Council of Europe to promote, defend and set standards for democracy and human rights has become more important than ever. 8. We therefore call on the Council of Europe: • to play a central role in both upholding existing human rights standards, and setting new standards in such areas as artificial intelligence, climate protection, environment and not least, the protection of civic space and democratic participation; • to use the existing legal instruments and mechanisms to hold the member states accountable for non-compliance with their human rights obligations, and demonstrate political will to use these tools; namely, ensure full implementation of the European Court of Human Rights' judgments; • to react vigorously to the Infringement of civic space in member states and remind member states that the rights of freedom of expression, association and assembly	5. Dans cette situation, la réduction massive de l'aide et du soutien - jusqu'à récemment fournis par des agences financées par l'État américain comme US-AID, ainsi que par des fondations privées - est un autre coup dur pour de nombreuses ONG, en particulier dans les domaines où le financement des activités de la société civile est devenu dangereux et difficile. 6. Dans ce contexte, nous soutenons l'initiative du Secrétaire Général visant à renforcer la gouvernance démocratique par le biais du "nouveau pacte démocratique" et à organiser un nouveau sommet des chefs d'État en 2027. Nous sommes fermement convaincus que le pacte démocratique et le chemin menant au prochain sommet devraient être axés sur la participation des citoyens, en particulier des personnes les plus marginalisées dans les processus démocratiques, telles que les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes en situation de pauvreté. Un ordre fondé sur les droits, une démocratie effective, les droits humains et l'État de droit ne peuvent exister sans une société civile forte et performante. 7. La mission du Conseil de l'Europe, qui consiste à promouvoir, défendre et établir des normes en matière de démocratie et de droits humains est devenue plus importante que jamais. 8. Nous appelons donc le Conseil de l'Europe: • à jouer un rôle central dans le respect des normes existantes en matière de droits humains et dans l'établissement de nouvelles normes dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la protection du climat, l'environnement et, surtout, la protection de l'espace civique et de la participation démocratique ; • à utiliser les instruments et mécanismes juridiques existants pour tenir les États membres responsables du non-respect de leurs obligations en matière de droits humains, et faire preuve de volonté politique pour utiliser ces outils ; à savoir, assurer la
--	---

– including in the arts, teaching, education and science - must be interpreted in accordance with the jurisprudence of the European Court of Human Rights and ensure practical and immediate remedies for those affected; • to ensure that the New Democratic Pact is about people's participation and the expansion of civic space; • to mainstream the protection of civic space in all the CoE processes and to ensure an easy access for civil society actors to bring complaints and seek support. All monitoring mechanisms should integrate the subject of civic space in their modus operandi; • to prepare a legal instrument on national measures to incentivise financial and other support to civil society organisations and human rights defenders, such financial support being intended to facilitate the conditions under which these citizens' organisations operate, in the general interest, by protecting them from the logic of competition and commercialisation; • to set-up a mechanism to receive and follow-up on complaints regarding civil society and human rights defenders received from the Conference of INGOs, including a process to deal with urgent requests for action to ensure protection of persons and organisations concerned, and to halt worrisome national legal developments; • to closely cooperate with other European intergovernmental organisations, especially the EU, to create new and effective mechanisms to protect civil rights and human rights defenders and to react promptly to any infringement of civil rights, human rights and	pleine mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ; • à réagir vigoureusement à la violation de l'espace civique dans les États membres, à rappeler aux États membres que les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion – y compris dans les arts, l'enseignement, l'éducation et les sciences doivent être interprétés conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et à garantir des recours pratiques et immédiats aux personnes concernées ; • à veiller à ce que le Nouveau Pacte Démocratique prenne en compte la participation des citoyens et l'étendue de l'espace civique ; • à procéder à une intégration horizontale de la protection de l'espace civique dans tous les processus du Conseil de l'Europe et à garantir aux acteurs de la société civile un accès facile pour déposer des plaintes et demander un soutien. Tous les mécanismes de suivi devraient intégrer le sujet de l'espace civique dans leur mode opératoire; • à préparer un instrument juridique sur les mesures nationales visant à encourager les soutiens financiers et autres aux organisations de la société civile et aux défenseurs des droits humains, de tels soutiens devant faciliter les conditions d'exercice de ces organisations citoyennes, œuvrant pour l'intérêt général, en les protégeant des logiques de concurrence et de marchandisation; • à mettre en place un mécanisme de réception et de suivi des plaintes concernant la société civile et les défenseurs des droits humains reçues de la Conférence des OING, y compris un processus permettant de traiter les demandes d'action urgentes afin d'assurer la protection des personnes et des organisations concernées, et stopper des évolutions légales nationales préoccupantes ;
---	--

fundamental freedoms in Europe; these mechanisms will also favour a protective approach to civil society organisations and the citizens who run them, recognising their non-profit and non-commercial nature and protecting their economic model; We also call on the member states of the Council of Europe : • to comply with their commitment to the values of the Council of Europe, as declared at the Reykjavik Summit, especially the Reykjavik Principles on Democracy, and to act accordingly; • to comply with the Council of Europe standards on freedom of expression, association, and assembly and to ensure a safe and enabling environment for civil society, in line with Recommendation CM/Rec (2007)14 on the legal status of NGOs in Europe (which is just now under revision), Recommendation CM/Rec(2018)11 on the need to strengthen the protection and promotion of civil society space in Europe, and further important relevant benchmarks such as those contained in the Venice Commission's Checklist on the Rule of Law; • to implement the findings of the various committees, monitoring mechanisms and most of all the European Court of Human Rights; • to support the important on-going work on core standards and values of the Council of Europe, the various activities for the protection of human rights defenders, and especially the future Pact for Democracy announced by the Secretary General.	• à coopérer étroitement avec les autres organisations intergouvernementales européennes, en particulier l'UE, afin de créer de nouveaux mécanismes efficaces pour protéger les droits civils et les défenseurs des droits humains et de réagir rapidement à toute violation des droits civils, des droits humains et des libertés fondamentales en Europe ; ces mécanismes favoriseront également une approche protectrice des organisations de la société civile et des citoyens qui les animent, reconnaissant leur spécificité non-marchande et sanctuarisant leur modèle économique ; Nous appelons aussi les Etats membres du Conseil de l'Europe : • à respecter leurs engagements à l'égard des valeurs du Conseil de l'Europe, conformément aux déclarations lors du sommet de Reykjavik, en particulier les principes de Reykjavik sur la démocratie, et à agir en conséquence ; • à se conformer aux normes du Conseil de l'Europe en matière de liberté d'expression, d'association et de réunion et garantir un environnement sûr et favorable à la société civile, conformément à la Recommandation CM/Rec (2007)14 sur le statut juridique des ONG en Europe (qui est en cours de révision), à la Recommandation CM/Rec(2018)11 sur la nécessité de renforcer la protection et la promotion de l'espace dévolu à la société civile en Europe, et à d'autres critères de référence importants tels que ceux contenus dans la <i>checklist</i> de la Commission de Venise sur l'État de droit ; • à mettre en œuvre les conclusions des différents comités et mécanismes de monitoring et surtout de la Cour européenne des droits de l'homme; • à soutenir l'important travail en cours sur les normes et valeurs fondamentales du Conseil
---	--

	de l'Europe, les diverses activités de protection des défenseurs des droits humains, et en particulier le futur Pacte pour la démocratie annoncé par le Secrétaire général
--	--